



## **COMMUNIQUÉ**

**Pour diffusion immédiate**

### **Le Réseau québécois des groupes écologiste dénonce le mépris affiché par le Ministre Mulcair à l'égard des groupes environnementaux du Québec.**

**Montréal, le 22 avril 2005** – Plusieurs groupes de défense des droits de l'environnement ayant du fermer leur portes au cours des dernières semaines, ou étant sur le point de cesser leurs activités, conséquence de l'abolition, par le ministre Mulcair, de tous les programmes de financement du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs depuis le mois d'avril 2005, le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) qui représente près de 90 groupes écologiste locaux régionaux et nationaux réclament, avec l'appui du Comité aviseur de l'action communautaire autonome qui représente environ 4,000 groupes d'action communautaire au Québec, le rétablissement immédiat des programmes de financement qui permettraient aux groupes de remplir leur mission de défense des droits de l'environnement et de réaliser une multitude de projet pour en assurer la protection.

Malgré la promesse de son gouvernement, en 2003, de fournir un financement stable aux groupes environnementaux du Québec, malgré l'adoption d'une politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire dans laquelle son gouvernement s'est engagé à soutenir financièrement l'action communautaire autonome et à soutenir ses acquis dans tous les ministère et organismes gouvernementaux malgré les nombreux mémoires qu'il a reçu lors de sa tournée de consultation sur le Plan de développement durable du gouvernement qui réclamaient un financement adéquat, récurrent et stable pour les groupes environnementaux locaux, régionaux et nationaux afin de soutenir la participation démocratique des citoyens et malgré la reconnaissance dans son projet de Loi sur le développement durable que la participation des citoyens et des groupes qui les représente est essentiel, le ministre Mulcair a aboli en avril 2005 tous les programmes de financement, relevant de son ministère, qui s'adressaient aux groupes environnementaux mettant ainsi en péril la survit de nombreux groupes dont plusieurs ont déjà commencés à fermer leur porte au cours des dernières semaines.

Malgré des demandes répétées au cours de 6 derniers mois, le ministre refuse toujours de rencontrer les représentants des groupes de défense de l'environnement pour discuter de leur financement pour l'année 2005-2006 et de leur avenir.

« L'attitude du ministre Mulcair est inacceptable, voire méprisante, à l'égard des groupes dont la survit est menacée par l'abolition des programme de financement » selon le directeur du RQGE, M. Ronald O'Narey, qui condamne également les propos tenu par le ministre sur le nombreuses tribune au cours des derniers mois, qui affiche ouvertement qu'il a un préjugé favorable envers

les groupes qui font un travail direct et mesurable sur le terrain et qui affiche un préjugé défavorable envers les groupes émettre des avis et des commentaires sur tout ce qui bouge et qu'il appelle « les moulins à vent ».

Le RQGE rappelle que les groupes environnementaux du Québec réalise un travail plus que constructif pour la défense de l'environnement en participants à de nombreuses tables de concertation, à des commissions parlementaires, à des mandats du BAPE et à une multitude d'autres activités avec de trop rares ressources financières dont des campagnes d'éducation et de sensibilisation visant à changer le comportement des entreprises et de citoyens.

Il rappelle également que ce sont les groupes environnementaux qui ont sonné l'alarme pour éviter que le Québec s'engage dans la construction de la centrale thermique du Suroît, ce que tous reconnaissent aujourd'hui comme le meilleur choix, ou qu'il cesse d'exploiter la forêt au delà de sa capacité de régénération en réduisant de 20 % la coupe forestière.

Pour le Réseau québécois des groupes écologistes, l'importance que le gouvernement accorde au financement des groupes environnementaux est un excellent indicateur de sa réelle volonté de s'inscrire, et d'inscrire le Québec avec l'ensemble de ses citoyens, dans la recherche d'un développement durable.

- 30 -

Ronald O'Narey  
Réseau québécois des groupes écologistes  
4200, rue Adam  
Montréal (Québec) H1V 1S9  
(514) 392-0096  
[gpelletier@rqge.qc.ca](mailto:gpelletier@rqge.qc.ca)